

N. 94 — 2750 (94 — 2202)

**6 JULI 1994.** — Besluit van de Vlaamse regering tot vaststelling van de totale investeringssubsidie en de bouwtechnische normen voor de preventieve en de ambulante gezondheidszorg. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 1994, in de Nederlandse tekst op bladzijde 21818, dient men artikel 10, § 1, als volgt te lezen :

« De investeringssubsidie voor de nieuwbouw, uitrusting en meubilering inbegrepen, is voor de gehele sector van de preventieve en de ambulante gezondheidssector vastgesteld op : F 22 000 per m<sup>2</sup> bruto nieuw gebouwde oppervlakte. »

## TRADUCTION

F. 94 — 2750 (94 — 2202)

**6 JUILLET 1994.** — Arrêté du Gouvernement flamand fixant la subvention globale d'investissement et les normes techniques de la construction pour le secteur de la santé préventive et ambulante. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 30 août 1994, dans le texte néerlandais à la page 21818, il y a lieu de lire l'article 10, § 1<sup>er</sup>, comme suit :

« De investeringssubsidie voor de nieuwbouw, uitrusting en meubilering inbegrepen, is voor de gehele sector van de preventieve en de ambulante gezondheidssector vastgesteld op : F 22 000 per m<sup>2</sup> bruto nieuw gebouwde oppervlakte. »

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 94 — 2751

[Mac — 29433]

**12 JUILLET 1994.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement pour 1993, des centres d'accueil, maisons maternelles et pouponnières

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu le décret du 21 décembre 1992 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1993, notamment l'allocation de base 41.01.12, division organique 25, du titre 1<sup>er</sup>;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> mars 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 9 mars 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité de liquider sans délai pour 1993 les subventions aux centres d'accueil, maisons maternelles et pouponnières;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant la Fonction publique, l'Enfance et la Promotion de la Santé dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 1994,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'O.N.E. intervient à concurrence des taux déterminés ci-après, par jour et par enfant, dans les frais d'hébergement des centres d'accueil pour enfants, agréés par lui :

F 1 690 pour les enfants de zéro à deux ans (jour anniversaire);

F 1 580 pour les enfants de plus de deux ans à sept ans (jour anniversaire);

F 1 160 pour les enfants de plus de sept ans à douze ans (jour anniversaire), pour autant qu'ils accompagnent un frère et/ou une sœur de moins de sept ans.

Ces taux ne sont toutefois accordés que dans la mesure où aucune autre subvention n'est versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir public ou un organisme public.

**Art. 2.** Le taux d'intervention de l'O.N.E. dans les frais d'hébergement d'enfants dans les pouponnières est fixé, par jour et par bénéficiaire à :

F 1 690 pour les enfants de zéro à deux ans (jour anniversaire).

F 1 580 pour les enfants de plus de deux ans à sept ans (jour anniversaire);

Ces taux ne sont toutefois accordés que dans la mesure où aucune autre subvention n'est versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir public ou un organisme public.

**Art. 3.** Les taux d'intervention de l'O.N.E. dans les frais d'hébergement des mères et enfants, dans les maisons maternelles, sont fixés respectivement à F 1 240 et à F 930 par jour, à condition qu'aucune autre subvention ne soit versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir public ou un organisme public.

**Art. 4.** Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public effectue un placement dans un centre d'accueil, dans une pouponnière ou dans une maison maternelle, il intervient à concurrence des taux journaliers fixés aux articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3.

En outre, pour les centres d'accueil agréés et les pouponnières, il couvrira la participation financière des parents fixée forfaitairement à F 435 par jour et par enfant.

**Art. 5.** Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public est dans l'impossibilité d'acquitter les taux visés aux articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3, l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut, dans la limite de ses crédits, supporter la différence entre l'intervention de cet organisme et lesdits taux, excepté pour les placements effectués à l'initiative de l'Administration de l'Aide à la Jeunesse.

**Art. 6.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance peut octroyer des avances sur subsides aux pouvoirs organisateurs de centres d'accueil, maisons maternelles et pouponnières selon des modalités fixées par lui.

**Art. 7.** Les interventions prévues aux articles précédents ne sont allouées que dans les limites des crédits prévus à cette fin au budget de l'O.N.E.

**Art. 8.** Les centres d'accueil pour enfants visés à l'article 1er ainsi que les pouponnières visées à l'article 2 sont tenus de réclamer aux parents ou aux personnes qui ont légalement la charge des enfants, une participation financière par jour de placement calculée selon la grille reprise ci-dessous :

Revenus mensuels nets cumulés du ménage	Participation financière par jour et par enfant		Revenus mensuels nets cumulés du ménage enfant	Participation financière par jour et par enfant	
	100 %	70 %		100 %	70 %
— 20 999	61	61			
21 000 — 21 999	116	82	51 000 — 51 999	361	253
22 000 — 22 999	137	96	52 000 — 52 999	368	259
23 000 — 23 999	157	110	53 000 — 53 999	375	262
24 000 — 24 999	172	120	54 000 — 54 999	382	268
25 000 — 25 999	177	125	55 000 — 55 999	389	272
26 000 — 26 999	187	131	56 000 — 56 999	397	277
27 000 — 27 999	193	135	57 000 — 57 999	403	283
28 000 — 28 999	200	140	58 000 — 58 999	411	288
29 000 — 29 999	204	145	59 000 — 59 999	417	292
30 000 — 30 999	214	150	60 000 — 60 999	424	297
31 000 — 31 999	220	154	61 000 — 61 999	431	302
32 000 — 32 999	229	160	62 000 — 62 999	439	307
33 000 — 33 999	235	164	63 000 — 63 999	444	311
34 000 — 34 999	243	169	64 000 — 64 999	453	317
35 000 — 35 999	249	174	65 000 — 65 999	459	321
36 000 — 36 999	256	180	66 000 — 66 999	467	326
37 000 — 37 999	263	184	67 000 — 67 999	473	331
38 000 — 38 999	270	190	68 000 — 68 999	480	337
39 000 — 39 999	276	194	69 000 — 69 999	488	341
40 000 — 40 999	285	199	70 000 — 70 999	495	347
41 000 — 41 999	291	204	71 000 — 71 999	501	351
42 000 — 42 999	299	209	72 000 — 72 999	509	356
43 000 — 43 999	305	213	73 000 — 73 999	515	361
44 000 — 44 999	312	218	74 000 — 74 999	523	366
45 000 — 45 999	319	223	75 000 — 75 999	529	370
46 000 — 46 999	326	228	76 000 — 76 999	537	375
47 000 — 47 999	333	233	77 000 — 77 999	544	380
48 000 — 48 999	341	239	78 000 — 78 999	552	387
49 000 — 49 999	347	243	79 000 — 79 999	559	391
50 000 — 50 999	355	248	80 000 et plus	566	397

Le montant de la participation financière ne peut en aucun cas être inférieur à F 61 (minimum absolu) par jour.

Le montant de la participation financière est fixé à F 566, par jour pour les parents qui ne fournissent pas la preuve de leurs revenus.

Le calcul de la participation financière des parents se fait conformément aux dispositions des annexes 1, 2 et 3 au présent arrêté.

Toutefois, cette participation financière des parents peut être adaptée à la situation financière de ceux-ci selon les modalités fixées à l'annexe 1.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993, sauf l'article 8 qui entrera en vigueur à la date de parution du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** La Ministre ayant la petite enfance dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juillet 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
La Ministre-Présidente chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

#### Annexe I

1. Le calcul de la participation financière des parents pour un placement d'enfant dans les centres d'accueil et pouponnières est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage.

Lorsque l'un des membres du ménage est inscrit sous le régime ouvrier, employé, services publics et assimilés, et l'autre soumis à un autre régime, le revenu mensuel net du ménage est égal à l'addition des revenus mensuels nets des membres du ménage calculés chacun suivant le régime qui lui est applicable.

a) Les revenus mensuels nets cumulés du ménage pris en considération pour le calcul de la participation financière sont ceux du mois précédant l'entrée dans le milieu d'accueil.

Il y a lieu pour les membres du ménage inscrits sous les régimes ouvrier, employé, services publics assimilés de faire remplir par leur employeur le document figurant à l'annexe 3.

Les membres du ménage soumis à un autre régime peuvent produire le plus récent avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques, accompagné d'une déclaration sur l'honneur.

b) Par "revenus à justifier", il faut entendre toutes les ressources financières du ménage et notamment :

- revenus professionnels;
- prestations sociales (maladie-invalidité-pensions-allocations d'accidents de travail et de maladies professionnelles-allocations de chômage-allocations aux handicapés);
- bourses d'études;
- revenus garantis, minimum de moyens d'existence, aides financières C.P.A.S.

Les pensions alimentaires seront ajoutées aux revenus de référence, si elles sont perçues.

Elles seront déduites, si elles sont versées.

Les remboursements personnels ne peuvent pas être déduits.

c) L'enquête sociale menée par le travailleur social attaché au milieu d'accueil de crise est déterminante pour adapter la participation financière, en cas de situation financière particulière d'une famille, pendant une période précise.

Toute dérogation au présent barème fera toutefois l'objet d'un rapport justificatif écrit.

d) La déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé, prévue à l'annexe 3, appuyée de la preuve des revenus, doit être conservée jusqu'à la fin de l'année en cours.

2. Lorsque deux enfants d'une même famille sont placés simultanément dans des milieux d'accueil de crise agréés et subventionnés par l'O.N.E., la participation financière due pour chaque enfant est réduite à 70 % de la redevance normale.

La même réduction à 70 % sera accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants à charge ou plus.

La participation financière ne pourra toutefois en aucun cas être inférieure à F 61 (minimum absolu).

3. La participation financière des parents peut faire l'objet d'un paiement anticipé ou d'une provision.

4. En ce qui concerne les revenus des travailleurs frontaliers, domiciliés en Belgique, justifiés dans une monnaie étrangère, l'O.N.E. établit une note explicative à l'usage des pouvoirs organisateurs concernés.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
La Ministre-Présidente chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

## Annexe 2

## Déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé

Personne assumant la charge financière de l'enfant signant la présente déclaration :	Dénomination et adresse du centre d'accueil ou de la pouponnière :
Nom et prénom : .....	.....
.....	.....
Adresse : .....	.....
.....	.....
Relation parentale : .....	.....
.....	.....
.....	.....
Enfant inscrit : .....	.....
.....	.....
Nom et prénom : .....	.....
.....	.....
Adresse : .....	.....
.....	.....
Date de naissance : .....	.....
.....	.....
Composition de la famille :	.....
.....	.....
.....	.....
Nombre d'enfants de la famille placés en milieu d'accueil subventionnés et soumis au même barème de redevances :	.....
.....	.....
.....	.....
Date d'inscription : .....	.....

.....  
 Réserve au Centre d'Accueil ou à la pouponnière

Cette déclaration est complétée par un des modèles suivants ou d'une déclaration sur l'honneur établie de commun accord avec le travailleur social de l'établissement :

## MODELE A

Je soussigné(e) déclare avoir pris connaissance de l'arrêté fixant pour l'année 1993 le barème de la participation financière des parents dans les frais de séjours des enfants hébergés dans les centres d'accueil, maisons maternelles et pouponnières agréés et subventionnés par l'O.N.E.

Je ne produis aucune preuve de revenus et m'engage à payer le montant de la participation financière maximale mentionnée dans cet arrêté.

Date : .....

Signature : .....

## MODELE B

Je soussigné(e) déclare que les revenus mensuels nets de mon ménage se décomposent comme suit

1° ..... F      mois de .....

2° ..... F      mois de .....

..... F.

J'appuie cette déclaration des attestations remplies par les employeurs.

Date : .....

Signature : .....

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
 La Ministre-Présidente chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

## Annexe 3

Attestation à remplir par l'employeur et destinée à :

..... (désignation du milieu d'accueil)  
.....

Je soussigné(e).....

agissant au nom de (dénomination et adresse de l'employeur).....  
.....

certifie que M. ....

domicilié(e) à .....

est à mon service en qualité de .....

Sa rémunération mensuelle brute, hors allocations familiales et déduction faite de la cotisation de solidarité, mais y compris :

- l'allocation foyer-résidence
- les autres avantages soumis à déclaration à l'O.N.S.S.

pour le mois de ..... s'élève à .....

A déduire :

— Cotisation O.N.S.S.	.....	F
Caisse veuves et orphelins	.....	F
Caisse de répartition des Pensions communales	.....	F
Précompte professionnel	.....	F

<b>REMUNERATION NETTE</b>	.....	<b>F</b>
---------------------------	-------	----------

— Autres avantages mensuels non soumis à l'O.N.S.S.,  
à préciser : .....

Allocations de pause carrière ..... F

Autres ..... F

Temps de service presté ..... F

Fait à

Cachet de l'employeur

Signature

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

## VERTALING

## MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 94 — 2751

[Mac — 29433]

**12 JULI 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
tot vaststelling van de modaliteiten voor de betoelaging voor 1993 van opvangcentra, moedertehuizen  
en kinderdag- en nachtverblijven**

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;  
Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;  
Gelet op het decreet van 21 december 1992 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993, inzonderheid de basisallocatie 41.01.12, organisatie-afdeling 25, van titel I;  
Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 1 maart 1994;  
Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 9 maart 1994;  
Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, lid 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;  
Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid de toelagen voor 1993 aan de opvangcentra, de moedertehuizen en de kinderdag- en nachtverblijven zonder verwijl uit te betalen;  
Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de Ambtenarenzaken, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie behoren;  
Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 27 juni 1994 genomen beslissing,

## Besluit :

**Artikel 1.** De « O.N.E. » komt, per dag en per kind, tegemoet in de huisvestingskosten van de door haar erkende opvangcentra voor kinderen ten belope van de hierna bepaalde bedragen :

F 1 690 voor kinderen tussen nul en twee jaar (verjaardag)  
F 1 580 voor kinderen van meer dan twee jaar tot zeven jaar (verjaardag)  
F 1 160 voor kinderen van meer dan zeven jaar tot twaalf jaar (verjaardag), voor zover zij in het gezelschap zijn van een broer en/of een zuster onder de zeven jaar

Deze bedragen worden evenwel slechts toegekend voor zover er geen enkel andere toelage door een openbare macht of een openbare instelling aan de instelling voor eenzelfde gerechtigde wordt gestort.

**Art. 2.** Het bedrag van de tegemoetkoming van de « O.N.E. » in de huisvestingskosten van kinderen in de kinderdag- en nachtverblijven wordt, per dag en per gerechtigde, vastgesteld op :

F 1 690 voor kinderen tussen nul en twee jaar (verjaardag);  
F 1 580 voor kinderen van meer dan twee jaar tot zeven jaar (verjaardag).

Deze bedragen worden evenwel slechts toegekend voor zover er geen enkel andere toelage door een openbare macht of een openbare instelling aan de instelling voor eenzelfde gerechtigde wordt gestort.

**Art. 3.** De bedragen van de tegemoetkoming van de « O.N.E. » in de huisvestingskosten van moeders en kinderen in de moedertehuizen zijn respectievelijk vastgesteld op F 1 240 en op F 930 per dag, op voorwaarde dat er geen enkele andere toelage door een openbare macht of een openbare instelling aan de instelling voor eenzelfde gerechtigde wordt gestort.

**Art. 4.** Wanneer een openbare macht of een openbare instelling overgaat tot een plaatsing in een opvangcentrum, een kinderdag- of nachtverblijf of in een moedertehuis, komt zij tegemoet ten belope van de bij de artikelen 1, 2 en 3 bepaalde dagbedragen.

Bovendien, wat de erkende ontvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven betreft, dekt zij de financiële tegemoetkoming van de ouders die forfaitair op F 435 per dag en per kind is vastgesteld.

**Art. 5.** Wanneer het een openbare macht of een openbare instelling onmogelijk is de bij de artikelen 1, 2 en 3 bedoelde bedragen te verreffenen, dan kan de « O.N.E. » binnen de perken van haar kredieten het verschil tussen de tegemoetkoming van deze instelling en bedoelde bedragen ten laste nemen, uitgezonderd voor de plaatsingen die op initiatief van het Bestuur voor Hulpverlening aan de Jeugd gedaan worden.

**Art. 6.** De « Office de la Naissance et de l'Enfance » mag voorschotten op toelagen toekennen aan de inrichtende machten van de opvangcentra, de moedertehuizen en de kinderdag- en nachtverblijven volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

**Art. 7.** De in de voorafgaande artikelen voorziene tegemoetkomingen worden slechts toegekend binnen de perken van de daartoe in de begroting van de « O.N.E. » voorziene kredieten.

Art. 8. De in artikel 1 bedoelde opvangcentra voor kinderen alsook de in artikel 2 bedoelde kinderdag- en nachtverblijven zijn ertoe verplicht van de ouders of van de personen die wettelijk de kinderen ten laste hebben een financiële tegemoetkoming per plaatsingsdag te eisen die berekend is volgens het hierna opgegeven schema :

Maandelijkse gecumuleerde netto-inkomsten gezin	Financiële tegemoetkoming per dag en per kind		Maandelijkse gecumuleerde netto inkomsten gezin	Financiële tegemoetkoming per dag en per kind	
	100 %	70 %		100 %	70 %
— 20 999	61	61			
21 000 — 21 999	116	82	51 000 — 51 999	361	253
22 000 — 22 999	137	96	52 000 — 52 999	368	259
23 000 — 23 999	157	110	53 000 — 53 999	375	262
24 000 — 24 999	172	120	54 000 — 54 999	382	268
25 000 — 25 999	177	125	55 000 — 55 999	389	272
26 000 — 26 999	187	131	56 000 — 56 999	397	277
27 000 — 27 999	193	135	57 000 — 57 999	403	283
28 000 — 28 999	200	140	58 000 — 58 999	411	288
29 000 — 29 999	204	145	59 000 — 59 999	417	292
30 000 — 30 999	214	150	60 000 — 60 999	424	297
31 000 — 31 999	220	154	61 000 — 61 999	431	302
32 000 — 32 999	229	160	62 000 — 62 999	439	307
33 000 — 33 999	235	164	63 000 — 63 999	444	311
34 000 — 34 999	243	169	64 000 — 64 999	453	317
35 000 — 35 999	249	174	65 000 — 65 999	459	321
36 000 — 36 999	256	180	66 000 — 66 999	467	326
37 000 — 37 999	263	184	67 000 — 67 999	473	331
38 000 — 38 999	270	190	68 000 — 68 999	480	337
39 000 — 39 999	276	194	69 000 — 69 999	488	341
40 000 — 40 999	285	199	70 000 — 70 999	495	347
41 000 — 41 999	291	204	71 000 — 71 999	501	351
42 000 — 42 999	299	209	72 000 — 72 999	509	356
43 000 — 43 999	305	213	73 000 — 73 999	515	361
44 000 — 44 999	312	218	74 000 — 74 999	523	366
45 000 — 45 999	319	223	75 000 — 75 999	529	370
46 000 — 46 999	326	228	76 000 — 76 999	537	375
47 000 — 47 999	333	233	77 000 — 77 999	544	380
48 000 — 48 999	341	239	78 000 — 78 999	552	387
49 000 — 49 999	347	243	79 000 — 79 999	559	391
50 000 — 50 999	355	248	80 000 en meer.	566	397

Het bedrag van de financiële tegemoetkoming mag in geen geval lager zijn dan F 61 ( absoluut minimum) per dag.

Het bedrag van de financiële tegemoetkoming is vastgesteld op F 566 per dag voor de ouders die het bewijs van hun inkomsten niet bezorgen.

De berekening van de financiële tegemoetkoming van de ouders wordt gemaakt overeenkomstig de bepalingen van de bijlagen 1, 2 en 3 van dit besluit.

Deze financiële tegemoetkoming van de ouders kan evenwel aangepast worden aan hun geldelijke toestand volgens de in bijlage 1 bepaalde modaliteiten.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1993, behoudens artikel 8 dat in werking zal treden op de datum waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

**Art. 10.** De Minister tot wiens bevoegdheid het jonge kind behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juli 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,  
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 1

1. De berekening van de financiële tegemoetkoming van de ouders voor de plaatsing van een kind in de ontvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven steunt op de maandelijkse gecumuleerde netto-inkomsten van het gezin.

Wanneer een van de gezinsleden onder het stelsel van werknemer, bediende, overheidsdiensten en gelijkgestelde diensten ingeschreven is en de andere onder een ander stelsel valt, is de maandelijkse netto-inkomst van het gezin gelijk aan de som van de maandelijkse netto-inkomsten van de gezinsleden elk berekend volgens het op hem toepasselijk stelsel.

a) De maandelijkse gecumuleerde netto-inkomsten van het gezin die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de financiële tegemoetkoming zijn deze van de maand die de opnemingsdatum in het opvangmilieu voorafgaat.

De gezinsleden die ingeschreven zijn onder het stelsel werknemer bediende, overheidsdiensten en gelijkgestelde diensten zijn ertoe verplicht het in bijlage 3 voorkomend bescheiden door hun werkgever te laten invullen.

De gezinsleden die onder een ander stelsel vallen mogen het laatst ontvangen aanslagbiljet van de belasting voor natuurlijke personen voorleggen, samen met een verklaring op erewoord.

b) Onder « te verantwoorden inkomsten » dient verstaan te worden alle financiële middelen van het gezin en onder andere :

- beroepsinkomens;
- sociale prestaties (ziekte- invaliditeit- pensioenen-uitkeringen voor arbeidsongevallen en beroepsziekten-werkloosheidsuitkeringen (doggeld)-uitkeringen aan de gehandicapten);
- uitkeringen voor dienstplicht;
- studiebeurzen;
- gewaarborgde inkomsten, minimum bestaansmiddelen, geldelijke steun O.C.M.W.

De toelagen voor levensonderhoud worden bij de verwijzingsinkomsten gerekend, indien zij worden ontvangen.

Zij worden afgetrokken indien zij worden gestort.

De individuele terugbetalingen mogen niet afgetrokken worden.

c) Het maatschappelijk onderzoek ingesteld door de maatschappelijk werker toegevoegd bij het opvangmilieu voor de noodgevallen is doorslaggevend om de financiële tegemoetkoming aan te passen ingeval een gezin het bijzonder moeilijk heeft op financieel vlak, gedurende een welbepaalde periode.

Voor elke afwijking van deze geldschaal is er evenwel een schriftelijk verslag ten bewijze vereist.

d) De aangifte van de inkomsten van het gezin of van de alleenstaande aanverwant, voorzien in bijlage 3, samen met het bewijs van de inkomsten, moet tot het einde van het lopende jaar bewaard worden.

2. Wanneer twee kinderen uit een zelfde gezin tegelijkertijd in door de « O.N.E. » erkende en gesubsidieerde opvangmilieus voor de noodgevallen worden geplaatst, dan wordt de voor elk kind vereiste financiële tegemoetkoming verlaagd tot 70 % van het normaal verschuldigd bedrag.

Diezelfde verlagings tot 70 % wordt toegekend voor ieder kind dat deel uitmaakt van een gezin met drie of meer kinderen ten laste.

Evenwel mag de financiële tegemoetkoming in geen geval lager zijn dan F 61 (absoluut minimum).

3. De financiële tegemoetkoming van de ouders mag op voorhand betaald worden of er kan een provisie gestort worden.

4. Wat de in een vreemde munt betrouwbare inkomsten van de grensarbeiders die in België gehuisvest zijn betreft, maakt de « O.N.E. » een bedieningsvoorschrift op ten behoeve van de betrokken inrichtende machten.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,  
Mevr. L. ONKELINX



Bijlage 2

**Aangifte van de inkomsten van het gezin of van de alleenstaande ouder**

Persoon die instaat voor de financiële last van het kind en die deze aangifte ondertekent :

Benaming en adres van het opvangcentrum of van het kinderdag- en nachtverblijf

Naam en voornaam : .....

.....

Adres : .....

.....

Ouderschapsverband : .....

.....

Ingeschreven kind : .....

Vorbehouden voor het opvangcentrum of het kinderdag- en nachtverblijf :

Naam en voornaam : .....

.....

Adres : .....

.....

Geboortedatum : .....

.....

Samenstelling van het gezin :

.....

Aantal kinderen van het gezin die in gesubsidieerde ontvangmilieus geplaatst zijn en die aan dezelfde geldschaal van de verschuldigde bedragen onderworpen zijn :

.....

Inschrijvingsdatum : .....

Deze aangifte wordt aangevuld met een van de volgende modellen of met een verklaring op erewoord opgesteld in gemeen overleg met de maatschappelijk werker van de instelling :

**MODEL A**

Ik, ondergetekende, verklaar kennis te hebben genomen van het besluit houdende bepaling voor het jaar 1993 van de geldschaal voor de geldelijke tegemoetkoming van de ouders in de verblijfskosten van de kinderen opgenomen in de door de « O.N.E. » erkende en gesubsidieerde ontvangcentra, de moedertehuizen en de kinderdag- en nachtverblijven.

Ik leg geen enkel inkomstenbewijs voor en verbind er mij toe het bedrag van de maximale financiële tegemoetkoming vermeld in dit besluit te betalen.

Datum : .....

Handtekening : .....

**MODEL B**

Ik ondergetekende, verklaar dat de maandelijkse netto-inkomsten van mijn gezin als volgt opgesplitst worden :

1° ..... F maand.....

2° ..... F maand.....

..... F.

Ik staaf deze aangifte met de door de werkgevers ingevulde attesten.

Datum : .....

Handtekening : .....

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,  
Mevr. L. ONKELINX

## Bijlage 3

Door de werkgever in te vullen attest bestemd voor :

..... (vermelding van het opvangmilieu)

Ik ondergetekende .....

optredend in naam van (benaming en adres van de werkgever) .....

verklaar dat de heer .....

gehuisvest te .....

bij mij in dienst is als .....

Zijn maandelijks brutobezoldiging, de kinderbijslag niet inbegrepen en met aftrek van de solidariteitsbijdrage, maar met inbegrip van :

- de haard- en standplaatstoelage
- de andere voordelen onderworpen aan de aangifte bij de R.M.Z.

bedraagt ..... voor de maand .....

Af te trekken :

— Bijdrage R.M.Z.	.....	F
Kas Weduwen en Wezen	.....	F
Omslagkas voor Gemeentelijke Pensioenen	.....	F
Bedrijfsvoorheffing	.....	F

NETTO BEZOLDIGING : .....

— Andere maandelijks voordelen niet onderworpen aan de R.M.Z. nader te bepalen : .....

Toelagen voor loopbaanonderbreking : .....

Andere : .....

Gepresteerde dienstdtijd : .....

Opgemaakt te .....

Stempel van de werkgever

Handtekening

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,  
Mevr. L. ONKELINX